

*Direction départementale
des territoires*

Service Environnement

Unité Gestion des pollutions diffuses

*Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté
préfectoral du 29 septembre 2010 relatif à
l'agrément de la SAS WILLAUME-
ASSAINISSEMENT pour la réalisation des
vidanges et le transport jusqu'au lieu
d'élimination des matières extraites des
installations d'assainissement non collectif.*

**LE PRÉFET DE L' AISNE,
Chevalier de la Légion d' Honneur,
Chevalier de l' Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-47, R. 214-1 et R. 541-50 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2224-8 ;

VU le code de la santé publique, notamment son article L.1331-1-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié définissant les modalités d'agrément des entreprises réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1978 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté en date du 29 septembre 2010 portant agrément de la SAS WILLAUME-ASSAINISSEMENT pour la réalisation des vidanges et le transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU la demande formulée le 25 septembre 2017 par le pétitionnaire ;

VU l'avis favorable de la Direction départementale des territoires de l'Aisne ;

SUR proposition du Directeur départemental des territoires,

- ARRETE -

Article 1 - Bénéficiaire de l'agrément

L'article n°1 de l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2011 est modifié comme suit :

Bénéficiaire :

SAS WILLAUME ASSAINISSEMENT

Numéro SIRET : 716 280 185

domiciliée à l'adresse suivante :

18 rue St Waast – BP 60177
02205 SOISSONS CEDEX

est agréée pour la vidange et le transport jusqu'au lieu d'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif sous le numéro : **02-2010-0011**

Une copie certifiée conforme du récépissé de déclaration relatif à l'activité de transport par route de déchets non dangereux doit être conservée à bord de chaque véhicule affecté au transport de déchets, afin de pouvoir être présentée en cas de contrôle.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange pour laquelle l'agrément est accordé est de **2500 m³**, répartie entre les filières d'élimination des matières de vidange suivantes :

Filières d'élimination des matières de vidange	Volume autorisé (m³/an)
Dépotage en station d'épuration de Pommiers	2500 m3

Article 2 - Publication et information des tiers

Cet arrêté modificatif est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Aisne. Il est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Article 3 – Autres articles

Les autres articles de l'arrêté du 29 septembre 2010 non modifiés par le présent arrêté restent valables

Article 4 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes

administratifs ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 5 - Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne, le Sous-préfet de l'arrondissement de Soissons, les Maires des communes de Pommiers et Soissons, le Chef du service départemental de l'agence française de la biodiversité, le Directeur départemental des territoires de l'Aisne, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est en outre adressée pour information au Président de la chambre d'agriculture de l'Aisne, au Président de la mission d'utilisation agricole des déchets, au Président de la communauté d'agglomération du Soissonnais et au Directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France.

LAON, le

18 DEC. 2017

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Perrine BARRÉ